

## Note de présentation du budget PRIMITIF 2026 Budget PRINCIPAL \_ M57

L'article L.2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note répond à cette obligation pour la commune ; elle est disponible sur son site internet.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'année 2026. Il respecte les principes budgétaires : annualité, universalité, unité, équilibre et antériorité. Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte, ou le 30 avril l'année de renouvellement de l'assemblée, et transmis au représentant de l'État dans un délai de 15 jours maximum après la date limite de vote du budget. Par cet acte, le président, ordonnateur, est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget, pour la période qui s'étend du 1er janvier au 31 décembre de l'année civile.

Le budget 2026 est voté le 27/04/2026 par le conseil communautaire. Il peut être consulté sur simple demande aux heures d'ouvertures de la Communauté de Communes.

Ce budget a été réalisé sur les bases du débat d'orientation budgétaire présenté le 09/04/2026

Il a été établi avec la volonté :

- de maîtriser les dépenses de fonctionnement dans un contexte inflationniste tout en maintenant le niveau et la qualité des services rendus aux habitants ;
- de contenir la dette en limitant le recours à l'emprunt ;
- de mobiliser des subventions auprès de la Région ou de l'État chaque fois que possible.

Les sections de fonctionnement et d'investissement structurent le budget de notre collectivité. D'un côté, la gestion des affaires courantes (ou section de fonctionnement), incluant notamment le versement des rémunérations des agents ; de l'autre, la section d'investissement qui a vocation à préparer l'avenir.

### I. La section de fonctionnement

#### a) Généralités

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communautaires.

Les recettes correspondent aux sommes encaissées au titre des prestations fournies à la population, aux impôts locaux, aux dotations versées par l'Etat, à diverses subventions.

Les recettes de fonctionnement 2026 représentent **20 926 588** euros.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02B-200036499-20260427-2026-45-BF

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/04/2026

Les dépenses de fonctionnement sont constituées par les rémunérations du personnel communautaire, l'entretien et la consommation des bâtiments communaux, les achats de matières premières et de fournitures, les prestations de services effectuées et les intérêts des emprunts à payer.

Les rémunérations des agents correspondent à 33 % des dépenses de fonctionnement.

Les dépenses de fonctionnement 2026 représentent *19 438 683 euros*.

Au final, l'écart entre le volume total des recettes de fonctionnement et celui des dépenses de fonctionnement constitue l'autofinancement, c'est-à-dire la capacité de la commune à financer elle-même ses projets d'investissement sans recourir nécessairement à un emprunt nouveau.

Il existe trois principaux types de recettes :

- Les impôts locaux,
- Les dotations versées par l'Etat,
- Les recettes encaissées au titre des prestations fournies à la population.

b) Les principales dépenses et recettes de la section :

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Dépenses courantes	5 309 196	Excédent brut reporté	13 689 177
Dépenses de personnel	5 952 527	Recettes des services	3 633 365
Autres dépenses de gestion courante	6 618 920	Impôts et taxes	14 973 266
Dépenses financières	27 930	Dotations et participations	2 046 139
Dépenses exceptionnelles	178 000	Autres recettes de gestion courante	141 186
Autres dépenses	99 490	Atténuation de charges	205 000
Atténuation de produits	1 252 620	Recettes financières	16 786
<b>Total dépenses réelles</b>	<b>19 438 683</b>	Autres recettes	
Charges (écritures d'ordre entre sections)	842 020	<b>Total recettes réelles</b>	<b>34 704 919</b>
Virement à la section d'investissement	14 768 403	Produits (écritures d'ordre entre sections)	344 187
<b>Total général</b>	<b>35 049 106</b>	<b>Total général</b>	<b>35 049 106</b>

c) La fiscalité

Les taux des impôts locaux pour 2026 :

- *Concernant les ménages*
  - Taxe foncière sur les propriétés bâties 6.02%
  - Taxe foncière sur les propriétés non bâties 20.17%
  - Taxe d'habitation (sur les résidences secondaires) : 8.43%
- *Concernant les entreprises*
  - Cotisation foncière des entreprises (CFE) 9.34%
- La TEOM : 19.75 % en plaine / 10.40 % en montagne

Le produit attendu de la fiscalité locale s'élève à **12 868 420 €**.

d) Les dotations de l'Etat.

Les dotations attendues de l'Etat s'élèveront à **2 046 139 €** : elles correspondent

- Aux allocations compensatrices qui connaissent une baisse par rapport à l'an passé. **716 944 € (contre 747 417€)**
- A la DGF s'élève à **814 170 €** ; dorénavant versée aux intercommunalités à fiscalité additionnelle et dont elles ont la charge de reverser à leurs communes membres, le montant est inchangé pour 2026, soit **890 442 €** ; soit une différence de 76 272 €.
- A la dotation d'intercommunalité qui progresse de 24% par rapport à 2025, soit **403 825 €**

## II. La section d'investissement

a) Généralités

Le budget d'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la communauté de communes à moyen ou long terme. Elle concerne des actions, dépenses ou recettes, à caractère exceptionnel.

Le budget d'investissement de la communauté de Communes regroupe :

- en dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux soit sur des structures déjà existantes, soit sur des structures en cours de création.
- en recettes : deux types de recettes coexistent les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement retenus, le FCTVA et l'autofinancement dégagé de la section de Fonctionnement

b) Une vue d'ensemble de la section d'investissement

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Solde d'investissement reporté déficit		Solde d'investissement reporté excédent	1 226 242
Remboursement d'emprunts	121 482		
Travaux	8 544 149	Virement de la section de fonctionnement	14 768 403
Etudes	3 837 312	FCTVA	
Autres		Dotations	
Autres dépenses	460 667	Subventions	3 727 923
Charges (écritures d'ordre entre sections)	344 187	Emprunt	39 665
/		Produits (écritures d'ordre entre section)	842 020
<b>Total général</b>	<b>13 307 798</b>	<b>Total général</b>	<b>20 604 253</b>

b) Les principaux projets d'investissement sont les suivants :

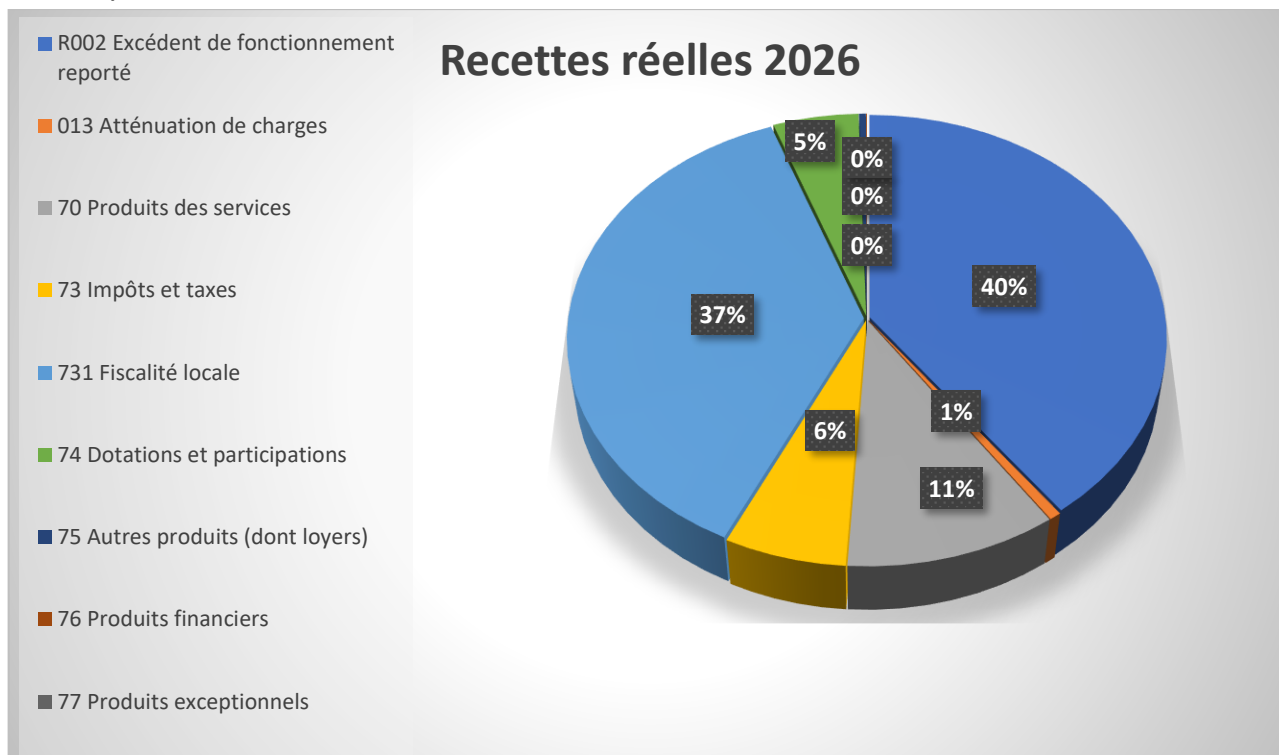
ENVELOPPE PROJET	N°OPÉRATION	AP INITIALE	REVISION	AP REVISEE	CP CONSOMMES	CP 2026		CP 2027	CP 2028	CP 2029	Total	Financement
						A REPRENDRE DE 2025	CP NOUVELLE					
<b>GEMA-PI</b>		<b>18 237 998</b>	<b>- 363 368</b>	<b>17 874 630</b>	<b>380 329</b>	<b>596 244</b>	<b>3 114 227</b>	<b>5 103 242</b>	<b>7 174 468</b>	<b>1 506 120</b>	<b>17 874 630</b>	-
DFCI	401	182 500	- 22 146	160 354	115 354	-	15 000	15 000	15 000	-	160 354	FCTVA + Fds propres
GEMAPI : acquisition de matériel + études	301	383 774	- 81 679	302 095	152 095	-	50 000	50 000	50 000	-	302 095	FCTVA + Fds propres
GEMAPI-PPRE	301	14 000 000	- 110 840	13 889 160		250 000	2 067 440	3 824 040	6 241 560	1 506 120	13 889 160	Sub 80% (Etat-FEDER-autres) + Fds propres
PAPI : Etudes préalables et travaux	301/303	2 119 491	- 493 438	1 626 053	19 491	199 000	301 000	1 106 562	-	-	1 626 053	Sub 80% (Etat-FEDER-autres) + Fds propres
PEP PAPI Actions	303	795 908		795 908					795 908		795 908	Sub 80% (Etat-FEDER-autres) + Fds propres
Trait de côte SLGICT + cartes	301/304	15 325	367 719	383 044	17 617		185 787	107 640	72 000		383 044	Sub 60% (Etat-FEDER) + Fds propres
PI Projet Umbrione : Etudes préalables et travaux	301	741 000	- 22 984	718 016	75 772	147 244	495 000	-			718 016	Sub 80% (Etat) + Fds propres
<b>Mobilité et aménagement Urbain</b>		<b>9 876 765</b>	<b>4 776 576</b>	<b>14 653 341</b>	<b>156 561</b>	<b>1 006 292</b>	<b>3 226 576</b>	<b>4 463 911</b>	<b>3 900 000</b>	<b>1 900 000</b>	<b>14 653 340</b>	-
Mobilité : Déploiement service vélo & covoiturage	302	1 629 600	- 500 000	1 129 600	9 029	120 571	-	500 000	500 000	-	1 129 600	FCTVA + Fds propres
Mobilité : Aménagement piste cyclable	2200	52 950	1 992 050	2 045 000		52 950	492 050	500 000	500 000	500 000	2 045 000	FCTVA + Fds propres + Subv budget Trans
Déchets : points d'apport volontaires	4100		4 716 941	4 716 941			516 941	1 400 000	1 400 000	1 400 000	4 716 941	FCTVA + Fds propres
Eclairage Public cordon lagunaire	600	1 180 000	56 800	1 236 800	25 894	549 106	661 800	-	-	-	1 236 800	Sub (Etat-CDC-AUE) + FCTVA + Fds propres
Sécurisation zones sensibles	199	864 215	160 785	1 025 000	121 638	283 665	55 785	563 911	-	-	1 024 999	Sub (Etat-CDC) + FCTVA + Fds propres
Aménagements (revêtement chaussée + bordures); voies douces;	2200	6 150 000	- 1 650 000	4 500 000	-	-	1 500 000	1 500 000	1 500 000		4 500 000	FCTVA + Fds propres
<b>Fonds de concours développement et attractivité du territoire 2022 - 2026</b>		<b>700 000</b>	<b>-</b>	<b>700 000</b>	<b>239 333</b>	<b>210 667</b>	<b>250 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>700 000</b>	-
Fonds de concours	900	700 000		700 000	239 333	210 667	250 000				700 000	Fds propres
<b>Stratégie Immobilière</b>		<b>10 930 000</b>	<b>- 3 250 000</b>	<b>7 680 000</b>	<b>1 455 643</b>	<b>911 357</b>	<b>420 000</b>	<b>2 450 000</b>	<b>2 443 000</b>	<b>-</b>	<b>7 680 000</b>	-
Siège	104	5 000 000	-	5 000 000	132 708	474 292	-	2 200 000	2 193 000	-	5 000 000	FCTVA + Fds propres
Service collecte / locaux techniques	101	1 930 000	-	1 930 000	1 322 935	437 065	170 000	-			1 930 000	Sub (Etat-CDC) + FCTVA + Fds propres
Acquisitions foncières et aménagement	205	4 000 000	- 3 250 000	750 000	-		250 000	250 000	250 000		750 000	Fds propres
<b>Tourisme et attractivité du territoire</b>		<b>644 322</b>	<b>- 78 668</b>	<b>565 654</b>	<b>75 800</b>	<b>356 400</b>	<b>- 188 790</b>	<b>211 122</b>	<b>111 122</b>	<b>0</b>	<b>565 654</b>	-
Sentiers de randonnées + petit patrimoine	501	644 322	- 78 668	565 654	75 800	356 400	- 188 790	211 122	111 122	0	565 654	Sub (Etat-CDC) + FCTVA + Fds propres
PAT												
Aménagement des plages												
<b>Modernisation et renouvellement de la flotte automobile et du matériel roulant</b>		<b>1 347 500</b>	<b>-</b>	<b>1 347 500</b>	<b>173 805</b>	<b>723 695</b>	<b>200 000</b>	<b>200 000</b>	<b>50 000</b>	<b>-</b>	<b>1 347 500</b>	-
Matériel roulant : service collecte; aménagement; mobilités	105	1 070 000	-	1 070 000	76 172	693 828	150 000	150 000			1 070 000	Sub (CDC) + Fds propres
Flotte automobile Renouvellement	105	277 500		277 500	97 633	29 867	50 000	50 000	50 000		277 500	Sub (CDC) + Fds propres
<b>ENERGIE/PCAET/COT</b>		<b>412 200</b>	<b>281 800</b>	<b>694 000</b>	<b>-</b>	<b>217 872</b>	<b>179 128</b>	<b>297 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>694 000</b>	-
Transition Eco /energie/ PCAT	1000	412 200	281 800	694 000		217 872	179 128	297 000			694 000	Sub (Etat-ADEME) + Fds propres
<b>TOTAL DEPENSES PREVISIONNELLES</b>		<b>42 148 785</b>	<b>1 366 340</b>	<b>43 515 125</b>	<b>2 481 471</b>	<b>4 022 527</b>	<b>7 201 141</b>	<b>12 725 275</b>	<b>13 678 590</b>	<b>3 406 120</b>	<b>43 515 124</b>	-

c) Les subventions d'investissements prévues pour 2026 :

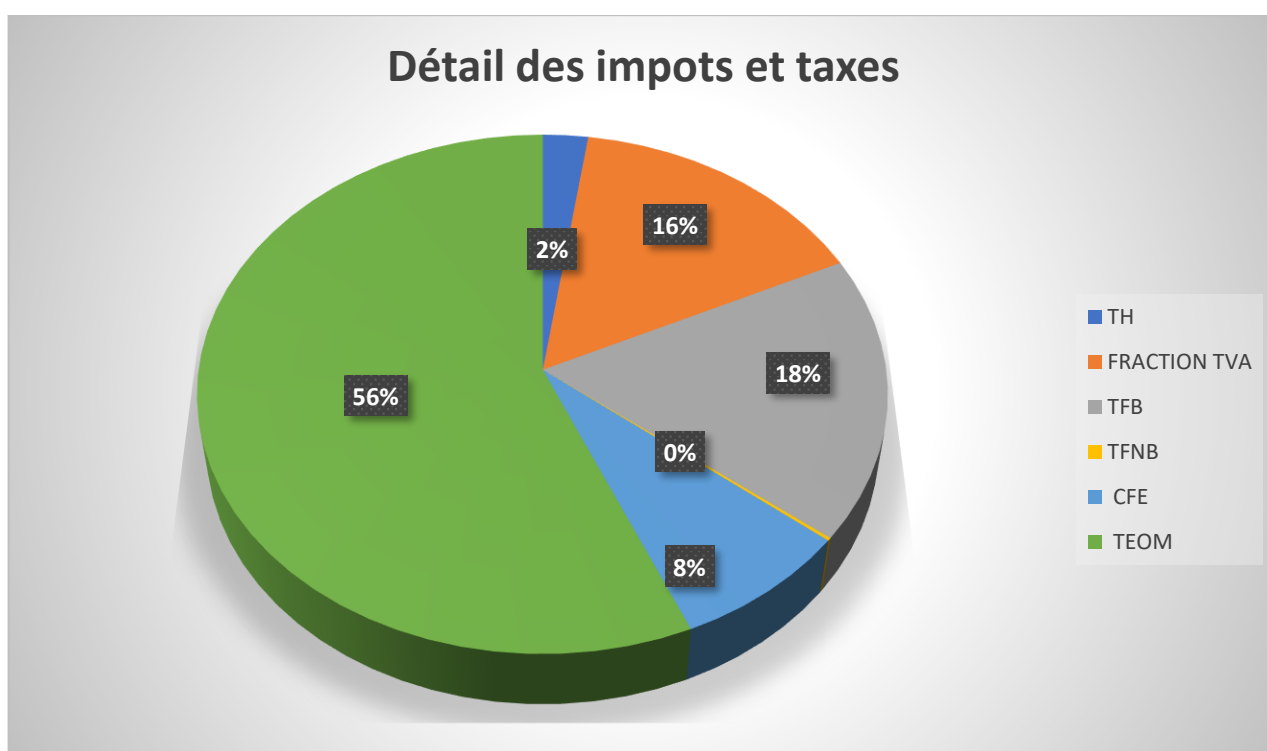
- de l'Etat : 2 454 631 €
- de la Région : 495 578 €
- de l'europe : 551 945 €

### III. Les données synthétiques du budget – Récapitulation

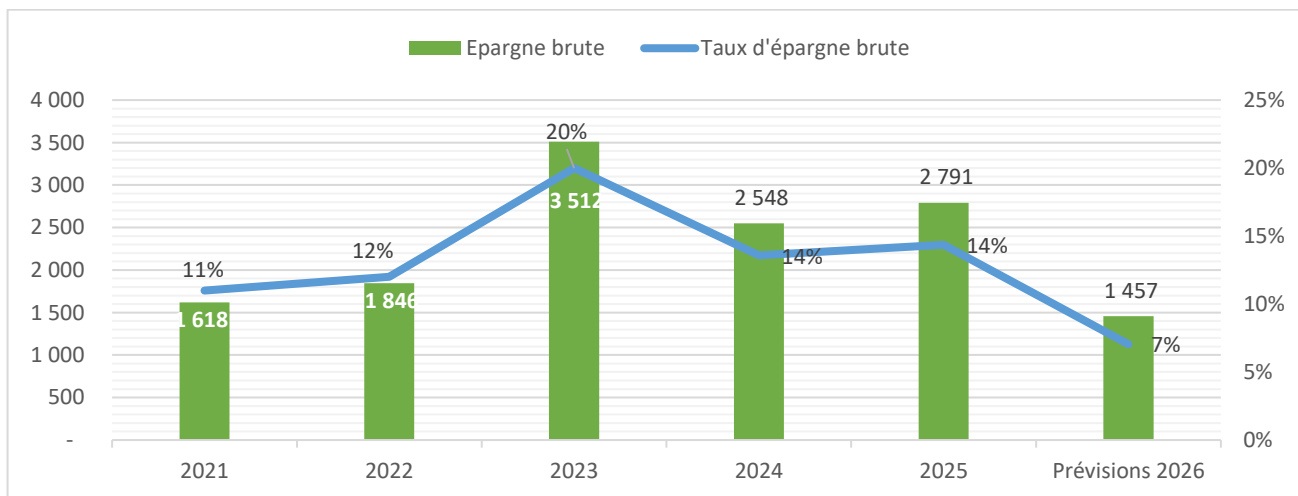
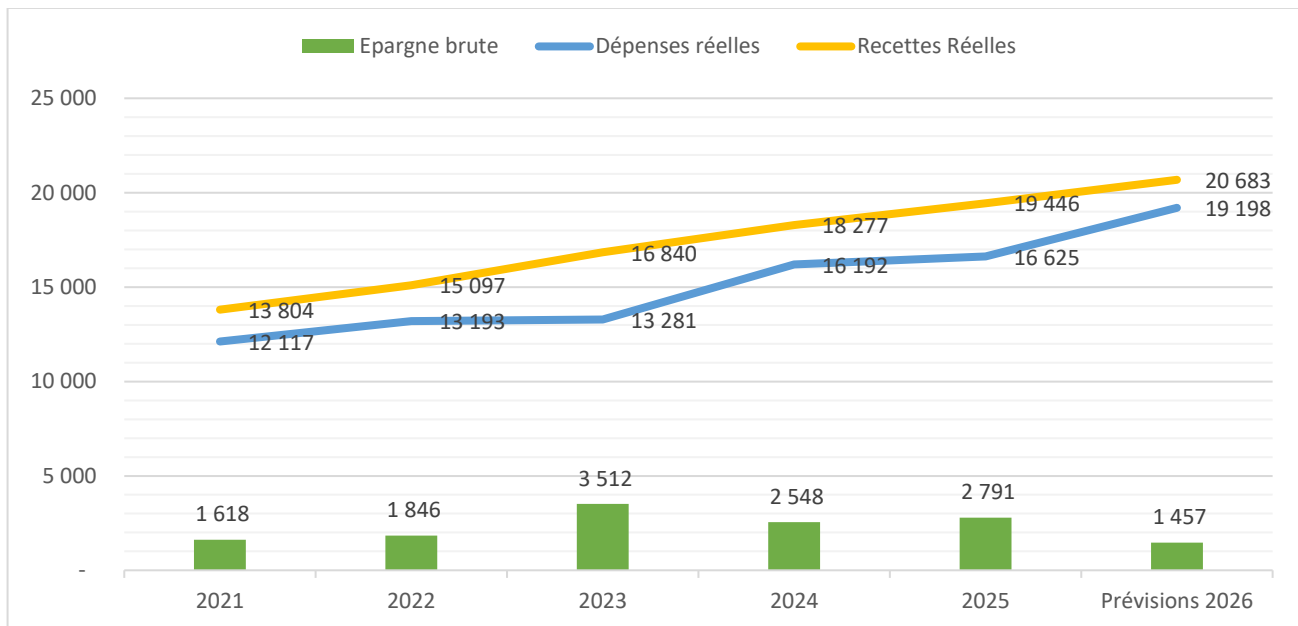
#### a) Recettes de fonctionnement :



#### b) Détail des impôts et taxes



### Les principaux ratios



Encours de la dette	2021	2022	2023	2024	2025
Annuités de la dette	379 413	370 801	366 806	353 642	149 417
Montant de la dette au 31/12	2 642 713	2 329 832	2 014 860	1 697 756	1 578 484
Epargne brute	1 618 554	1 997 140	3 600 718	2 548 465	2 791 261
Epargne nette	1 307 725	1 684 258	3 285 745	2 231 362	2 671 988
Capacité de désendettement	1,63	1,17	0,56	0,67	0,57